

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni, sur la lutte contre le réchauffement climatique et sur la régulation des marchés financiers, à Bruxelles le 11 décembre 2009.

M. GORDON BROWN - Merci de votre patience, je suis très heureux d'être ici, aux côtés du Président de la République. Il y a des moments dans l'Histoire où les pays prennent ensemble des décisions qui vont transformer la vie des hommes et des femmes pour les générations à venir. Dans quelques jours, le Président SARKOZY, moi-même et d'autres dirigeants mondiaux allons nous réunir à Copenhague et, dans une déclaration commune qui vous sera remise dans quelques instants, nous avons voulu dire que cet accord de Copenhague doit être ambitieux, global et contraignant et ceci, d'ici six mois.

Nous avons discuté de façon détaillée hier soir au Conseil européen de ces questions et le Président SARKOZY et moi-même, nous sommes tout à fait conscients que l'accord de Copenhague doit être cohérent avec un réchauffement climatique maximal de 2 degrés. Notre objectif est un accord ambitieux dans lequel l'Union européenne s'engage à réduire ses émissions de 30% d'ici 2020. L'accord doit inclure un cadre financier, mais c'est un accord pour le court terme, le moyen terme et le long terme.

Nous sommes donc convenus de ceci : il faut qu'il y ait un fond de démarrage rapide pour la période 2010-2012 de 10 milliards de dollars par an. Je peux annoncer aujourd'hui - et le Président de la République l'annoncera aussi - les contributions de la France et de la Grande-Bretagne : ce sera au moins 1,5 milliards de livres sur les trois années et nous pensons aussi que l'Europe va pouvoir montrer qu'elle participera à sa juste part à ce fonds de 10 milliards.

D'autre part, nous sommes convenus que l'accord doit permettre des financements prévisibles et sûrs à moyen terme, jusqu'en 2020 et au-delà, notamment par l'utilisation de mécanismes de financement innovants que la Grande-Bretagne et la France sont en train de développer. A partir de 2013, il y aura des financements additionnels du Royaume-Uni au-delà de l'engagement de 0,7% de l'aide publique au développement.

Nous avons également convenu que l'accord sur le changement climatique doit garantir des financements pour les forêts, qu'une part significative de ces ressources doit être consacrée à la protection des forêts. L'accord de Copenhague doit permettre de se mettre d'accord sur une réduction de 25 % de la déforestation d'ici 2015, ce qui devrait représenter un coût d'environ 25 milliards de dollars sur la période 2010-2015, dont l'essentiel devra être apporté par les pays développés afin de soutenir les efforts des pays à forêts tropicales. Le Président SARKOZY et moi-même allons organiser une conférence et accueillir les pays concernés par la déforestation la semaine prochaine.

D'autre part, un soutien financier à long terme est nécessaire pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. On a parlé de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 et, d'autre part, nous avons également décidé - et je crois que le Conseil européen sera tout à fait d'accord sur ce plan - que l'Europe doit payer sa juste part de cet accord mondial.

La semaine prochaine, nous allons rencontrer un certain nombre de dirigeants des pays en voie de développement et le Président SARKOZY et moi-même nous allons rencontrer le Premier ministre MELES qui devient le leader pour l'Afrique. Monsieur SARKOZY et moi, nous allons rencontrer des représentants de l'Afrique pour parler de la déforestation. Nous allons également rencontrer tous les représentants des pays en développement à Copenhague. Donc aujourd'hui, le message de l'Europe est clair : il faut maintenant plus que des paroles, il faut des actes forts, ce sont des engagements forts que le Président SARKOZY et moi-même acceptons de prendre aujourd'hui.

LE PRESIDENT - La France et la Grande-Bretagne souhaitent un accord à moins 30% d'émissions en 2020. Nous sommes les deux pays qui poussons l'Europe sur cet objectif ambitieux des 30% et nous avons bon espoir que toute l'Europe se retrouve sur cet objectif à 30%.

Sur le « fast start », Gordon BROWN a parlé de 10 milliards de dollars, soit 7 milliards d'euros. La décision, nous souhaitons qu'elle soit prise et nous l'avions proposé, elle sera vraisemblablement la décision de l'Europe pour crédibiliser l'engagement des pays les plus riches vis-à-vis des pays africains dont nous avons besoin pour obtenir un accord ambitieux à Copenhague.

Troisièmement, avec le Premier ministre Gordon BROWN, nous nous engageons sur le principe des financements innovants pour assurer la suite du « fast start ». Ce sont des propositions qu'avec Gordon BROWN nous avons faites. Gordon y travaille et nous travaillerons avec lui pour que ce financement innovant prenne le relai des crédits publics pour financer l'aide à l'accès à l'énergie primaire des pays les plus pauvres après les trois années de « fast start ».

Gordon BROWN et moi-même, nous recevrons tous les pays du bassin du Congo, une dizaine de chefs d'Etat africains, mercredi pour leur dire que nous voulons mettre de l'argent pour les aider à lutter contre la déforestation, la lutte contre la déforestation étant la façon la plus simple et la moins coûteuse pour limiter les émissions de CO₂. Nous sommes d'accord avec la nécessité d'une véritable gouvernance mondiale dans le domaine de l'environnement et nous avons décidé, la Grande-Bretagne et la France, de coordonner tous nos efforts pour créer un véritable axe entre l'Afrique et l'Europe pour obtenir l'accord le plus ambitieux possible à Copenhague.

Donc on a décidé de travailler ensemble. Si nous sommes en retard, nous nous en excusons mais nous travaillons avec la Présidence suédoise, la Présidence danoise, l'Allemagne, le Président de la Commission et l'Espagne pour préparer la stratégie de Copenhague.

C'est très important, à la suite de l'invitation que m'avait faite Gordon BROWN pour le Sommet du Commonwealth et l'invitation que le lui rends pour le Sommet des pays du bassin du Congo, nous irons ensemble à Copenhague, nous voulons l'accord le plus ambitieux possible.

QUESTION - C'est peut-être la bonne décision du point de vue moral mais au moment où vous parlez de transfert de richesse, qui sont des mesures propres à ralentir les économies de la France, de la Grande-Bretagne et d'autres pays européens, est-ce qu'il ne faudrait pas être honnête face à vos électeurs quant au coût de ces mesures contre le réchauffement climatique, sachant l'impact que cela aura sur la croissance et sur l'économie ? Surtout au moment où, d'après les marchés, la confiance dans la politique économique est en train de s'effondrer ?

M. GORDON BROWN - Je ne suis pas d'accord avec votre jugement, notamment votre dernière remarque. La chose la plus importante est celle-ci : c'est une opportunité sans précédent pour de nouveaux emplois, de nouvelles industries et de nouveaux services. Nous pensons qu'en Grande-Bretagne, nous pouvons créer 4000 à 5000 emplois sur les prochaines années à partir des industries et des services verts.

Je voudrais également souligner que la France et la Grande-Bretagne, mais aussi d'autres pays d'Europe, sont bien conscients que pour rendre possible un accord sur le changement climatique qui va sécuriser l'avenir de l'environnement, nous devons travailler de concert pour avoir des ressources financières suffisantes, pour que nos partenaires dans les pays en développement puissent mettre en oeuvre les changements nécessaires pour leur propre politique et ceci, dans l'intérêt de la planète entière. Il n'a jamais fait le moindre doute qu'il faudrait que les pays les plus riches contribuent financièrement. Nous avons constaté qu'il faudrait trouver environ 10

plus riches contribuent financièrement. Nous avons constaté qu'il faudrait trouver quelques 10 milliards de dollars au cours des prochaines années. Cela pourra être financé à partir des fonds engagés aujourd'hui et je pense que le reste de l'Union européenne va nous rejoindre. C'est un exercice commun de la France, de la Grande-Bretagne et de beaucoup d'autres pays européens pour rendre possible ce qui est vital pour l'accord de Copenhague.

LE PRESIDENT - Quelle est l'autre solution ? Réfléchissons. Que les pays les plus riches n'aident pas l'Afrique à se développer, à accéder à l'énergie primaire ? Il n'y aura pas d'accord à Copenhague. Vous pensez que cela ne coûtera pas cher à nos économies ? Entre l'Europe et l'Afrique, il y a douze kilomètres par le détroit de Gibraltar. Vous pensez qu'on peut les laisser dans cet état pour voter ? Vous pensez que ça ne coûtera pas cher ? Ce qui coûte très cher, c'est l'immobilisme. Ce qui serait un drame, c'est l'échec...

QUESTION - Mais là aussi, ça coûte cher ...

LE PRESIDENT - Oui mais au service d'une dynamique. Comme l'a dit Gordon BROWN, au service d'une nouvelle croissance, une croissance durable. Nous n'avons pas d'autre choix. C'est un moment historique, il faut y arriver, il faut un accord ambitieux. Pour cela il faut que l'Europe et l'Afrique marchent ensemble. C'est cela, le leadership du changement.

QUESTION - Est-ce que cela veut dire qu'aujourd'hui à Bruxelles, on va sortir avec un accord sur une aide de 2 milliards d'euros par an jusqu'en 2013 aux pays les plus pauvres - de l'Europe - et que 30% de réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est un engagement de la France, de la Grande Bretagne, qui est partagé par les autres ? Est-ce qu'il y a une majorité d'Etats européens derrière vous ?

M. GORDON BROWN - Tout d'abord, nous allons formaliser cette offre financière aujourd'hui. C'est un moyen essentiel de montrer aux pays en développement que nous sommes absolument sérieux quand nous parlons d'un accord mondial sur le changement climatique. Et la rencontre que nous allons avoir la semaine prochaine avec les pays d'Afrique sera très importante pour qu'ils comprennent que nous sommes extrêmement sérieux lorsque nous voulons les aider à faire face au problème mondial du changement climatique. Je peux vous rassurer sur le premier point : il est absolument clair que cet argent sera disponible et vous verrez qu'on ira au-delà du chiffre de 2 milliards que vous avez mentionné.

LE PRESIDENT - Dans le texte de la Présidence que nous allons valider ce matin, il y a le chiffre de 30% et le chiffre de 7 milliards d'euros ou de 10 milliards de dollars. Et donc vous en déduisez les 2 milliards pour la part européenne. Mais nous, c'est la volonté de la Grande-Bretagne et de la France et je ne doute pas que ce sera la position de l'Europe. Le chiffre français, c'est 420 millions. Mais nous nous sommes mis d'accord avec la Grande Bretagne pour avoir les mêmes chiffres, Gordon BROWN disant que s'il faut faire davantage, il est prêt à faire davantage et nous sommes sur les mêmes chiffres, un peu supérieurs à 400 millions d'euros. C'est 7 milliards d'euros par an sur les 3 ans puis les financements innovants, le marché carbone etc. qui prendront le relais.

M. GORDON BROWN - Le fonds total est de 10 milliards de dollars.

QUESTION - J'ai également eu les chiffres français, les engagements de la Grande-Bretagne nous les avons eus aussi. Mais apparemment vous avez emporté la décision quand le ministre des Finances a décidé qu'il fallait que la Grande-Bretagne combatte son déficit historique et je m'adresse au Président de la République, le climat politique entre la France et la Grande-Bretagne semble au beau fixe. Non, il n'y a pas d'inquiétude à avoir et que pensez-vous de la taxe sur les transactions financières ?

M. GORDON BROWN - En ce qui concerne votre première question, c'est faux. Alistair DARLING et moi, nous travaillons main dans la main depuis des années. Nous coopérons étroitement et nous continuons de le faire et je voudrais vraiment lui rendre hommage pour le rapport sur la loi de finance qu'il a fait à la Chambre des Communes. C'est-à-dire le plan de réduction du déficit budgétaire et en même temps nous pouvons mobiliser les ressources pour les services publics les plus importants.

Pour ce qui est des relations entre la France et la Grande Bretagne, c'est une relation

extrêmement forte et étroite, qui fonctionne aujourd'hui quand nous parlons du changement climatique, mais c'était tout aussi vrai hier, quand on a écrit un article à propos des bonus. Nicolas SARKOZY est l'un de mes meilleurs amis et nous travaillons très étroitement sur tous les grands dossiers.

LE PRESIDENT - J'ai eu l'occasion de le dire, nous n'aurions pas eu le traité de Lisbonne sans le courage et le leadership de Gordon BROWN. Je n'ai pas à m'immiscer dans la vie politique anglaise, mais son leadership a permis d'avoir le traité de Lisbonne. C'est une réalité. Par ailleurs j'ai toujours pensé qu'on avait besoin de la Grande Bretagne en Europe. Quand on a créé le G20, on a travaillé ensemble. Quand le G20 a été organisé à Londres, j'avais demandé qu'il soit organisé à Londres. Et quand il a été prévu que la France préside le G20 en 2011, c'est Gordon BROWN qui l'a demandé. Ce n'est pas une affaire d'hier notre entente. Alors après, qu'il y ait des difficultés parce qu'il faut parfois qu'on débâte pour se mettre d'accord... Vous savez d'où l'on vient ? Vous vous rendez compte que le Premier ministre britannique et le Président français sont d'accord sur la question de la régulation des marchés financiers, la taxation des bonus. Je veux dire : ce n'est pas à nous qu'il faut expliquer la nécessité de s'entendre. Cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas vu une telle entente, une telle prise d'initiative en commun. Et si nous n'avions pas pris toutes ces initiatives pendant la crise, j'avais invité à Paris, au sommet de l'Elysée la Grande-Bretagne - non membre de l'euro - pour que du Gordon vienne expliquer le plan qui était le sien. Donc, ce n'est pas en opportunité que nous avons décidé de faire cette tribune ensemble, nous travaillons ensemble, main dans la main depuis le début.

Alors ensuite, Gordon BROWN défend les intérêts des Anglais, moi je défends les intérêts des Français. Oui, c'est notre travail, c'est notre job, cela veut dire que sur chaque question, on doit approfondir, voir comment on peut se mettre d'accord. Mais l'initiative du changement, le leadership du changement et du mouvement, nous l'avons toujours conduit ensemble, très exactement quand la crise a éclaté. J'ajoute que j'ai été ministre des Finances moins longtemps que lui et que j'avais déjà vu, quand Gordon BROWN était ministre des Finances, la capacité et la clarté de son leadership.

QUESTION - Monsieur le Président, le Président de la Commission des finances avait proposé une taxe sur les banques. Pourquoi, maintenant suivre les Anglais ? Et une question à Monsieur BROWN aussi. Une quarantaine hedge funds depuis mercredi ont annoncé qu'ils quittaient Londres pour rejoindre Genève. Est-ce que vous craignez une délocalisation ?

LE PRESIDENT - Dans mon texte du 25 août - et je suis sûr que vous l'avez gardé ou peut être que vous aurez la gentillesse de vous y replonger si vous ne l'avez pas en mémoire - je parlais de la possibilité des bonus. Pourquoi le faire maintenant ? Parce que l'on ne peut taxer les bonus que si on les taxe des deux côtés de la Manche, chacun est bien clair là-dessus. Et dans la décision que nous prenons ensemble, Gordon BROWN et moi, nous souhaitons et nous attendons que les autres fassent de même, parce que nous sommes dans un monde mondialisé et par conséquent, nous avons décidé de montrer le chemin ensemble. Je pense qu'il eut été très difficile pour Gordon BROWN d'expliquer qu'il était le seul à le faire et qu'il était impossible pour moi d'expliquer que j'étais le seul à le faire. On le fait ensemble et je vois maintenant tout un tas de déclarations de chefs d'Etat qui nous rejoindront. Parce qu'aujourd'hui c'est mûr, c'est prêt, les esprits ont avancé et, encore une fois, nos deux pays sont à la tête du changement en la matière.

M. GORDON BROWN - Je vois votre intérêt croissant pour ces propositions pas seulement sur les bonus mais également sur la possibilité d'avoir de nouveaux moyens permettant aux banques de contribuer à soutenir dans le long terme nos sociétés. Là, il s'agit de systèmes d'assurance, de systèmes financiers et également une taxe sur les transactions financières. L'Union européenne est en train d'examiner toutes ces possibilités, tout comme le FMI. Donc, il y a un soutien croissant en faveur des mesures dont nous parlons. La City est une grande ou la plus grande place financière du monde. Nous allons faire de notre mieux. Avec nos institutions financières nous avons montré la voie pour mettre en place un système de supervision mondial qui puisse être repris par tous les centres financiers dans le monde. Il n'y aura pas de taxe globale si toutes

les places financières n'y adhèrent pas, mais je crois qu'il y a un soutien croissant en faveur d'une telle mesure et il faut bien comprendre que la restructuration difficile du secteur bancaire en Grande-Bretagne a été couronnée de succès.

Merci.